

Reçu en
SOUS PREFECTURE DE ROANNE
Le
16 DEC. 2003

COMMUNE DE ROANNE

**AUTORISATION DE RACCORDEMENT ET
CONVENTION DE DEVERSEMENT DES EFFLUENTS**

**DU « CENTRE HOSPITALIER DE ROANNE »
DANS LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT
ET LA STATION D'EPURATION DU GRAND ROANNE**

Vu l'Article L1331-10 du Code de la Santé Publique, il est convenu et arrêté entre les
soussignés, d'une part,

La Mairie de Roanne
représentée par son Maire, Monsieur Yves NICOLIN

La Communauté d'Agglomération du Grand Roanne,
représentée par son Président en exercice, Monsieur Yves NICOLIN,
Maire de Roanne, Député de la Loire,
dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du 10 juillet 1995,
désignée ci-après par l'abréviation "le Grand Roanne"

et, d'autre part,

Le Centre Hospitalier de Roanne
représentée par son directeur, Monsieur PORS,
dont le siège est situé 28 rue de Charlieu, 42328 ROANNE cedex
en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés,
désignée ci-après par l'abréviation "le C.H.R.",

que la Communauté d'Agglomération accepte de recevoir dans son réseau d'assainissement,
puis de traiter dans sa Station d'Epuraton de Roanne, les effluents en provenance du C.H.R.
Cette autorisation est complétée par une convention de déversement qui fixe les conditions
technico-financières du raccordement. Cette convention figure ci-après. Elle ne dispense pas
l'industriel de prendre en compte la réglementation existante au titre :

- ✓ Du raccordement sur un réseau public (Règlement d'Assainissement de la
Communauté d'Agglomération du Grand Roanne)
- ✓ De la réglementation des Installations Classées pour la Protection de
l'Environnement (ICPE) pouvant concerner son activité, au titre de la loi N°76-
663 du 19 juillet 1976

ARTICLE 1 - OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION :

La présente convention fixe les conditions techniques, administratives et financières du rejet dans le réseau, du transport et du traitement des eaux résiduaires du **Centre Hospitalier de Roanne** (par la suite : "le C.H.R. ").

Ces eaux sont acheminées par le réseau du Grand Roanne et traitées par la Station d'Epuración Communautaire.

Cette convention fixe, notamment, les caractéristiques quantitatives et qualitatives du rejet du C.H.R. dans le réseau public compatibles avec les conditions normales de collecte, de traitement de l'eau, conformément à la réglementation en vigueur sans préjudice des autres dispositions légales ou réglementaires applicables au C.H.R.

La présente convention devra être réexaminée si de nouvelles dispositions réglementaires ou législatives venaient à en modifier la substance de façon importante.

L'entretien et le bon fonctionnement des ouvrages d'épuration sont assurés par Roanne Assainissement (par la suite : "l'Exploitant") à qui le Grand Roanne en a confié la gestion par contrat de régie intéressée approuvé le 07 février 1997 par le Conseil Communautaire et visé le 10 février 1997 par la sous-préfecture de Roanne.

**ARTICLE 2 - OBLIGATIONS GENERALES INCOMBANT AU GRAND ROANNE
ET A L'EXPLOITANT :**

Le Grand Roanne est le Maître d'Ouvrage propriétaire des installations publiques.

L'Exploitant est chargé dans le cadre de son contrat avec le Grand Roanne:

- De faire fonctionner la station d'épuration et les ouvrages annexes dans les meilleures conditions possibles et en conformité avec les règles en vigueur, dans la limite de la capacité des ouvrages mis à sa disposition.
- Il doit mettre en place les moyens et le personnel nécessaires pour assurer l'exploitation et l'entretien des ouvrages.
- Il a la charge de l'évacuation des boues, sous-produits et déchets du traitement de la station conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et des conventions particulières.

Sauf en cas de faute ou de négligence du maître d'ouvrage, de l'exploitant ou de leurs mandataires, le C.H.R. est responsable des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement provoqués, directement ou indirectement, par les substances qu'elle a introduites dans le réseau d'assainissement du Grand Roanne, même si elle a respecté toutes les conditions de la présente convention.

Dans le cas où la responsabilité du Grand Roanne ou de l'exploitant serait recherchée par suite de rejet dans l'environnement de substances responsables de dommage aux personnes, aux biens et/ou à l'environnement, le C.H.R. s'engage à fournir, à la première requête, toutes les informations concernant ses effluents pendant la période correspondant au rejet incriminé, et à se substituer au Grand Roanne dans toutes les actions civiles ou pénales s'il est établi que ses effluents sont à l'origine des dommages.

Le Grand Roanne se réserve le droit de se substituer à l'Exploitant au cas où il serait mis fin, avant le terme de la présente convention, au contrat les liant.

ARTICLE 3 - NATURE DES EAUX DEVERSEES : PRINCIPES GENERAUX :

Dans les sections du réseau d'assainissement de type unitaire, seules les eaux usées domestiques (eaux ménagères et eaux vannes) et les eaux pluviales peuvent être déversées dans les canalisations sans autorisation particulière.

Dans les sections du réseau d'assainissement de type séparatif, seules les eaux usées domestiques peuvent être déversées dans les canalisations d'eaux usées sans autorisation particulière, et seules les eaux pluviales peuvent l'être dans les canalisations d'eaux pluviales.

Cependant, les réseaux d'assainissement unitaires ou d'eaux usées peuvent recevoir des eaux d'origines non domestiques, dites "eaux industrielles", sous les réserves formulées par les textes ci-dessous (voir détail en annexe 1) :

→ Conformément :

- au Règlement d'Assainissement Communautaire
- à l'Article L1331-10 (en remplacement du L35-8) du Code de la Santé Publique
- à l'article 29-2 et 44 du Règlement Sanitaire Départemental
- à l'Arrêté du 02 février 1998
- à la Circulaire du 24 janvier 1984 (dans le cas d'Installations Classées)
- à l'arrêté d'autorisation d'exploitation du 15 juillet 1992

ARTICLE 4 - CONDITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES RELATIVES AUX EAUX USEES INDUSTRIELLES :

4-1 NATURE DE L'ACTIVITE :

Le C.H.R. est autorisé à rejeter ses effluents pour les activités de référence ci-après :

- Rejets hospitaliers et blanchisserie.

Toute modification quant à la nature de l'activité susceptible de transformer notablement la qualité des effluents ou les flux polluants devra être notifiée au Grand Roanne et à l'Exploitant.

Dans le cas où une nouvelle activité serait entreprise, une nouvelle autorisation devra être sollicitée et pourra faire l'objet d'un avenant à la présente convention après accord entre les signataires, dans la mesure où les ouvrages le permettraient.

4-2 EFFLUENTS AUTORISES EN QUALITE ET EN QUANTITE

Les eaux résiduaires industrielles déversées devront être conformes aux spécifications de l'article 3 de la présente convention et, de plus, répondre au point de rejet, aux prescriptions suivantes :

***Débits :**

- débit journalier moyen 370 m³/j
- débit journalier maximum 650 m³/j
- débit horaire maximum 26.3 m³/h
- débit instantané maximum m³/h

***Paramètres physico-chimiques :**

- température maximale autorisée 30 °C
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- potentiel d'oxydoréduction (EH) supérieur à + 100 mV
(par rapport à l'électrode hydrogène normale)
- coloration (échelle pt) inférieure à 200
- graisses <250 mg/L
- absence de déchets solides
- les rejets seront exempts d'éléments toxiques, d'hydrocarbures et de dérivés halogénés, de composés cycliques, de tout élément qui contribuerait à favoriser la manifestation d'odeurs ou de colorations anormales.

***Flux polluants :**

Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5) avant décantation :

- flux journalier moyen (jour ouvré) 42 kg/j
- flux journalier maximum 100 kg/j
- flux horaire maximum kg/h

Demande chimique en oxygène (DCO) :

- flux journalier moyen (jour ouvré) 112 kg/j
- flux journalier maximum 230 kg/j
- flux horaire maximum kg/h

Matières en suspension (MES) :

- flux journalier moyen (jour ouvré) 27 kg/j
- flux journalier maximum 35 kg/j
- flux horaire maximum kg/h

Azote (NK) :

- flux journalier moyen (jour ouvré) 10.5 kg/j
- flux journalier maximum 50 kg/j
- flux horaire maximum kg/h

Phosphore (Pt) :

- flux journalier moyen (jour ouvré) 3 kg/j
- flux journalier maximum 3.5 kg/j
- flux horaire maximum kg/h

Ces flux ont été calculés à partir des résultats des bilans effectués en 2001 et 2002 fournis par le C.H.R. (annexe 4) et l'arrêté d'autorisation du 15 juillet 1992 concernant les flux maximum (annexe 5)

4-3 PRETRAITEMENT ET DISPOSITIFS DE CONTROLE :

4-3-1 Conditions techniques d'établissement des branchements :

Etant donné le nombre important de point de rejet dans le réseau (une vingtaine) et la nature des effluents, aucun dispositif de prétraitement n'est mis en place.

Les installations d'évacuation des eaux du C.H.R. doivent être conçues pour s'opposer à tout reflux d'eaux usées depuis l'égout public en cas de mise en charge de celui-ci. Elles doivent résister à la mise en charge de ce réseau jusqu'au niveau de la chaussée de la voirie publique du C.H.R. ou du Grand Roanne, conformément à l'article 44 du Règlement Sanitaire Départemental (annexe 1).

Les eaux usées domestiques et non domestiques déversées dans le réseau public d'eaux usées doivent faire l'objet de deux branchements distincts.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique un ouvrage dit « regard de branchement » placé de préférence sur le domaine public. Ce regard doit être visible et accessible en permanence aux agents du service public d'assainissement.

En présence de réseaux séparatifs à proximité de l'établissement les réseaux internes au C.H.R. devront être séparés et faire l'objet de branchements distincts.

4-3-2 Prescriptions applicables aux effluents :

Le C.H.R. met en oeuvre les moyens nécessaires à l'obtention des spécifications de rejets définies à l'article 4-2.

Il s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer la charge polluante de ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales.

4-4 PROCEDURES DE CONTROLES, MESURES ET ANALYSES :

4-4-1 Mise en place du suivi des rejets (Autosurveillance) :

Il a été convenu qu'en absence de prétraitement et d'autosurveillance, le C.H.R. fera faire deux bilans sur 48 heures par an sur les deux points les plus significatifs (annexe 5):

- ✓ La blanchisserie : regard situé avant le portail du boulevard des Côtes.
- ✓ L'enche : dans la cour intérieure du bâtiment.

Sur ces points, des déverseurs devront être mis en place afin de placer les sondes de mesure.

Les bilans comprendront :

- une mesure continue du débit, du pH et de la température.
- une analyse journalière de la DCO, DBO5, MES, NGL et Pt (soit 2 analyses par bilan et par paramètres).

Un relevé des compteurs d'eau potable se fera simultanément afin d'extrapoler les résultats.

Tous les résultats d'analyses seront envoyés à :

La Communauté d'Agglomération du Grand Roanne
-Service assainissement-

63, rue Jean Jaurès 42300 ROANNE
Tél. : 04 77 44 29 50
Fax : 04 77 44 29 59
e-mail : info@agplo-grandroanne.fr

4-4-2 Contrôles externes :

Les paramètres, tels que définis à l'article 4-2 pourront faire l'objet de deux mesures de contrôle effectuées sur une période de douze (12) mois consécutifs, chaque contrôle étant réalisé sur une période de vingt-quatre (24) heures par un laboratoire agréé par l'Agence de l'Eau Loire - Bretagne.

Ces contrôles sont à la charge du Grand Roanne.

Au cours de ceux-ci, il sera vérifié que :

- Le dispositif de mesure de débit est toujours bien étalonné, (vérification par le C.H.R. autant de fois que de besoin, et au moins une fois par trimestre),
- Les analyses sont réalisées selon les normes françaises en vigueur (AFNOR). Les flux polluants seront calculés à partir d'une mesure de concentration effectuée sur un échantillon représentatif obtenu selon la procédure mentionnée à l'article 4-3.

Les résultats analytiques seront transmis par courrier à l'Exploitant. Tout dépassement ou toute anomalie sera signalé immédiatement par téléphone à l'Exploitant et confirmée par courrier.

En outre, **des prélèvements et contrôles pourront être faits à tout moment et à ses frais par le Grand Roanne**, s'il en juge l'opportunité, dans le regard de branchement ou dans le dispositif prévu à cet effet.

4-5 DEPASSEMENT DES LIMITES AUTORISEES :

Si les mesures et analyses effectuées par le C.H.R., l'Exploitant ou le Grand Roanne montraient que les valeurs limites définies par l'article 4-2 étaient dépassées, le Grand Roanne mettrait le C.H.R. en demeure de se mettre en conformité dans un délai de trois mois.

Passé le délai requis, si la conformité n'était pas obtenue, le Grand Roanne pourrait décider :

- soit de proposer au C.H.R. un avenant à la présente convention si la capacité des ouvrages d'assainissement (réseau et station d'épuration) le permet,
- soit de mettre fin à la présente convention, en faisant procéder à l'isolation du branchement aux frais du C.H.R.

ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES :

5-1 REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

En application de l'article 8 du décret n° 67-945 du 4 octobre 1967 et conformément à la circulaire du 12 décembre 1978, les Etablissements déversant des eaux industrielles dans un réseau public de collecte sont soumis au paiement d'une redevance d'assainissement dont l'assiette, constituée par le volume prélevé, est corrigée par le produit des coefficients de dégressivité et de pollution.

5-2 CALCUL DU COEFFICIENT DE POLLUTION

5-2-1 Vp. Le volume prélevé :

Cas n°1 : l'entreprise est alimentée uniquement par le réseau d'eau potable publique et rejette la totalité de ses effluents au réseau d'eaux usées.

L'entreprise est réputée être alimentée en eau uniquement par le réseau d'eau potable public.

L'assiette de facturation de l'assainissement sera égale à la consommation d'eau relevée au compteur du réseau d'eau potable public.

C'est le cas pour la présente convention.

Cas n°2 : l'entreprise a une autre source d'alimentation en eau en plus du réseau d'eau potable publique et/ou ne rejette pas la totalité de ses eaux au réseau d'eaux usées.

La mesure du volume déversé se fera au moyen d'un appareil de comptage agréé par le Grand Roanne.

Les frais d'installation et d'entretien seront à la charge de l'entreprise.

5-2-2 Cd le coefficient de dégressivité :

En application de la circulaire du 12 décembre 1978, relative aux modalités d'application du décret n° 67-945 du 24 octobre 1967 concernant l'institution, le recouvrement et l'affectation des redevances dues par les usagers des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration, les coefficients de dégressivité applicables au rejets dans le réseau d'assainissement du Grand Roanne, sont les suivants :

de 0 à 6 000 m ³ /an	cd = 1
de 6 001 à 12 000 m ³ /an	cd = 0,8
de 12 001 à 24 000 m ³ /an	cd = 0,6
de 24 001 à 50 000 m ³ /an	cd = 0,5
de 50 001 à 75 000 m ³ /an	cd = 0,4
de 75 001 à 100 000 m ³ /an	cd = 0,3
de 100 001 à 150 000 m ³ /an	cd = 0,2
au-delà de 150 000 m ³ /an	cd = 0,1

Il est entendu que ce coefficient est appliqué à chaque tranche de consommation.

5-2-3 Cp le coefficient de pollution :

Pour tenir compte de la pollution des effluents rejetés par le C.H.R., un coefficient de pollution, coefficient de majoration ou de minoration suivant le cas, sera appliqué au volume d'eau corrigée par un coefficient de dégressivité tel que défini ci-dessus (eau prélevée dans le réseau d'eau et eau prélevée éventuellement dans un cours d'eau, un canal ou la nappe phréatique ou alluvionnaire) pris en compte au titre de la redevance assainissement du C.H.R.

La formule proposée a pour effet de qualifier les rejets industriels par rapport aux rejets domestiques. On détermine donc en priorité le nombre d'équivalent/habitants (E.H.) que représente l'usine (voir annexe 2).

Le coefficient de pollution à appliquer au C.H.R. est donc de 0.5

5-3 PRINCIPE DE FACTURATION DE LA SOCIETE :

Le volume relevé sera d'abord corrigé par le coefficient de dégressivité tel que défini en 5-2-2.

Le montant facturé correspondra au produit de ce volume, corrigé par le coefficient de pollution Cp défini ci-dessus au 5-2-3, le tout étant appliqué au montant de la redevance assainissement en vigueur (euros/m³).

ARTICLE 6 - AVENANT A LA CONVENTION - CLAUSE RESOLUTOIRE :

Toute modification dans la nature et/ou le volume des activités du C.H.R., toute variation importante dans la nature des effluents et/ou le volume rejetés, entraînerait l'obligation de passer entre les parties, dans la mesure où les installations de collecte et de traitement le permettraient, un avenant à la convention.

Le C.H.R. doit sans délai prévenir le Grand Roanne si une telle modification est prévisible.

Enfin, en cas de cession ou transmission du C.H.R., à quel titre que ce soit, celle-ci devra aviser aussitôt le Grand Roanne et l'Exploitant par lettre recommandée afin que ce dernier établisse un avenant de substitution à la présente convention qui devra obligatoirement recevoir l'approbation du ou des nouveaux preneurs.

Tout manquement grave et caractérisé aux prescriptions des paragraphes ci-dessus, ainsi que tout rejet non conforme aux articles 3 et 4 de la présente convention, entraînera la résiliation de cette convention au terme d'une procédure de mise en demeure définie ci-après :

- lettre recommandée simple, non suivie de réponse ou d'effet dans un délai d'un mois, puis,
- lettre recommandée avec accusé de réception, non suivie d'effet dans un délai de quinze jours.

Passé ce délai, le Grand Roanne procédera à l'isolement du branchement au frais du C.H.R.

Les parties peuvent modifier par avenant les termes de la présente convention.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'APPLICATION - LITIGES :

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature. Sa durée est d'un an.

Elle sera prorogée ensuite par tacite reconduction annuelle, si les termes de l'article 6 de la présente convention n'ont pas lieu d'être appliqués.

7-1 SANCTIONS

En cas de litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties soumettront le différend devant la juridiction compétente.

La présente convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité quelconque, moyennant un préavis de trois mois, en cas, notamment :

- ✓ De fausse déclaration ou de fraude manifeste ;
- ✓ De manquement grave aux obligations de l'une ou l'autre des parties ;
- ✓ De cessation de l'activité de l'industriel ;
- ✓ De cession à un tiers du bénéfice de la présente convention sans autorisation de la Communauté d'Agglomération ;
- ✓ De perte des agréments et habilitations nécessaires à l'activité de l'industriel ;
- ✓ De destruction totale des locaux abritant l'industriel (incendie...). Toute destruction partielle desdits locaux pourra également faire l'objet, sur demande de l'industriel, d'une même résiliation.

En cas de résiliation de la présente convention par une des parties, les sommes dues par l'industriel au titre de l'article 7 du décret N°2000-237 du 13 mars 2000 deviennent immédiatement exigibles.

7-2 ARRIVEE A TERME

La non reconduction de la Convention Spéciale de Déversement à l'issue des termes prévus à l'article 6 de la présente convention n'entraîne aucune indemnité de résiliation à la charge de l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 8 - PARTICIPATIONS FINANCIERES SPECIALES :

Si le rejet d'eaux usées entraîne pour le réseau et/ou la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et/ou d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et/ou d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique.

Notamment, dans le cadre de l'extension de la Station d'Épuration, la proposition de filière technique du traitement retenue devra préciser les conditions de maintien ou d'aménagements nécessaires des installations de prétraitement des établissements industriels pour une épuration conforme aux normes de rejet imposées.

Dans le cas où les rejets du C.H.R. présentent une surcharge massive en composés toxiques entraînant le dysfonctionnement de la Station d'Épuration ou empêchant la valorisation des boues, celui-ci peut être amené à financer le surcoût d'une nouvelle filière d'évacuation, qu'elle soit provisoire ou définitive.

ARTICLE 9 - REUNION AVEC LES INDUSTRIELS RACCORDES OU RACCORDABLES :

Dans le cadre de la circulaire du 24 janvier 1984, l'Exploitant donnera toute information utile en sa possession sur les conditions de fonctionnement de la station et sur le traitement de son effluent.

En cas de besoin, les industriels pourront faire la demande d'une réunion.

ARTICLE 10 - CONDITIONS GENERALES :

Les conditions générales de déversement, définies par le contrat de régie intéressée intervenu entre le Grand Roanne et l'Exploitant, ainsi que le règlement du service d'assainissement qui en est tiré, et non expressément modifiées par la présente convention demeurent applicables.

Le Règlement du Service Assainissement en vigueur sur la commune de Roanne en date du 9 février 1994 est porté en annexe 3 de la présente convention.

La Communauté d'Agglomération procédera si nécessaire au réexamen de la présente convention avant son expiration, ceci en vue de son renouvellement et de son adaptation éventuelle.

ARTICLE 11 - CLAUSES D'EXECUTION :

La présente convention est établie en six exemplaires répartis comme suit :

- Un pour le C.H.R.
- Un pour la Communauté d'Agglomération du Grand Roanne, (service assainissement) et pour l'exploitant
- Un à l'agence de l'eau Loire-Bretagne
- Un à la commune concernée (Mairie)
- Un à la DDASS
- Un au Service des Eaux

Cette convention annule et remplace toutes les conventions établies antérieurement.

La collectivité et les agents de l'Exploitant habilités à cet effet en tant que de besoin sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à Roanne, le 15 DEC. 2003

Le Directeur du Centre Hospitalier,



Mr PORS

Le Président du Grand Roanne,

Mr Yves NICOLIN
Maire de Roanne
Député de la Loire

Le Maire de Roanne

Mr Yves NICOLIN